

Le référendum hongrois et la démocratie en Europe...



Article rédigé par *Christian Vanneste*, le 04 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

La Commission européenne a affiché son mépris de la démocratie en annonçant que, quel que soit le résultat, il n'aurait aucune valeur.

Les Hongrois étaient appelés aux urnes dimanche. Le gouvernement de Viktor Orbán leur demandait de rejeter le plan européen de septembre 2015 sur la répartition des réfugiés entre les pays de l'Union européenne.

La vision souvent péjorative de nos médias sur la personnalité de Viktor Orbán souligne la partialité de notre microcosme médiatique national. Faute de pouvoir espérer une approbation populaire du plan européen par les Hongrois, plusieurs de nos médias souhaitaient qu'un taux d'abstention élevé prive le scrutin de toute efficacité et affaiblisse un homme politique qu'ils détestent, allant jusqu'à le qualifier de sulfureux. À bien y réfléchir, si les démocrates doivent s'inquiéter, ce n'est pas du dirigeant hongrois, mais de la tendance de plus en plus évidente de nombreux journalistes français à imposer un politiquement correct qui fustige le populisme et tourne le dos à la démocratie.

Souhaiter l'abstention, c'est s'opposer à la démocratie. Affirmer que la décision prise à la majorité par le Conseil des ministres européens le 14 septembre 2015 doit s'imposer au choix des citoyens à l'appel d'un gouvernement qui, pour la seconde fois, a bénéficié en 2014 d'une grande majorité des suffrages, c'est encore s'opposer à la démocratie. Vouloir qu'une politique idéologique, favorable à la destruction de la famille ou à la négation des identités nationales ou religieuses façonnées par l'Histoire, s'impose contre la volonté populaire, c'est encore et toujours s'opposer à la démocratie.

Viktor Orbán a bénéficié de l'ineptie et des fraudes de ses adversaires socialistes et mène une politique libérale, patriote et conservatrice. Il a baissé les impôts et les charges, affirmé le droit pour son pays à viser d'abord le bien commun de sa population et sauvegardé les valeurs qui protègent une nation contre le risque de la décadence. Il est, aujourd'hui, l'un des dirigeants politiques qui promeuvent la liberté, la souveraineté et l'identité.

On comprend que cela en dérange plus d'un, mais c'est ce qui en fait un modèle à suivre.

Le référendum de dimanche pose une fois encore le problème de la démocratie en Europe. Il n'y a de démocratie que s'il y a un peuple qui a conscience de former une nation. Sans identité, celle-ci n'existe pas. Une mosaïque de communautés dotées de droits particuliers, animées par des valeurs opposées n'est pas une nation. Elle ne peut constituer un peuple souverain. Les Hongrois, qui ont tant souffert de ne pas être un peuple souverain alors qu'ils étaient une nation, souhaitent demeurer une nation pour continuer désormais à être un peuple souverain. Ils vont donc s'opposer à cette dérive suicidaire de l'Union européenne qui permet à des technocrates d'imposer l'apparence des chiffres froids de la démographie et de l'économie à la volonté beaucoup plus saine et spontanée des peuples de persévérer à vivre.

Le gouvernement hongrois peut se féliciter du score : 98,32 % des électeurs hongrois qui ont voté ont refusé le plan européen. La Commission européenne a déjà affiché son mépris de la démocratie en annonçant que, quel que soit le résultat, il n'aurait aucune valeur juridique. C'est connu : pour les technocrates de Bruxelles, le peuple est un gêneur et ceux qui lui donnent la parole, des populistes, des quasi-fascistes. Quant à ceux

qui se félicitent du taux de participation trop faible pour valider le référendum, ils ajoutent de façon malhonnête à ceux qui ne vont jamais voter, ceux qui n'y sont pas allés intentionnellement ou parce que le résultat était déjà connu. Cette addition ne constitue pas une volonté populaire face aux plus de 3 millions d'électeurs qui ont exprimé clairement leur refus du plan européen de répartition des migrants.